

participation ou le choix du candidat, ces « affaires » sont donc susceptibles, selon les dires des Français, d'influer de manière assez importante sur la future échéance électorale.

- **Placés en position d'experts, les Français estiment que ces « affaires » sont susceptibles avant tout de profiter électoralement au Front National.** Près d'un Français sur deux (48%) analyse en effet que c'est le parti de Marine Le Pen qui va le plus tirer parti du climat instauré par la multiplication de ces « révélations », devant le Parti Socialiste (20%), les Verts-Europe Ecologie (10%) et le MoDem (9%). Seuls 7% pensent que cela profitera plutôt à l'UMP.

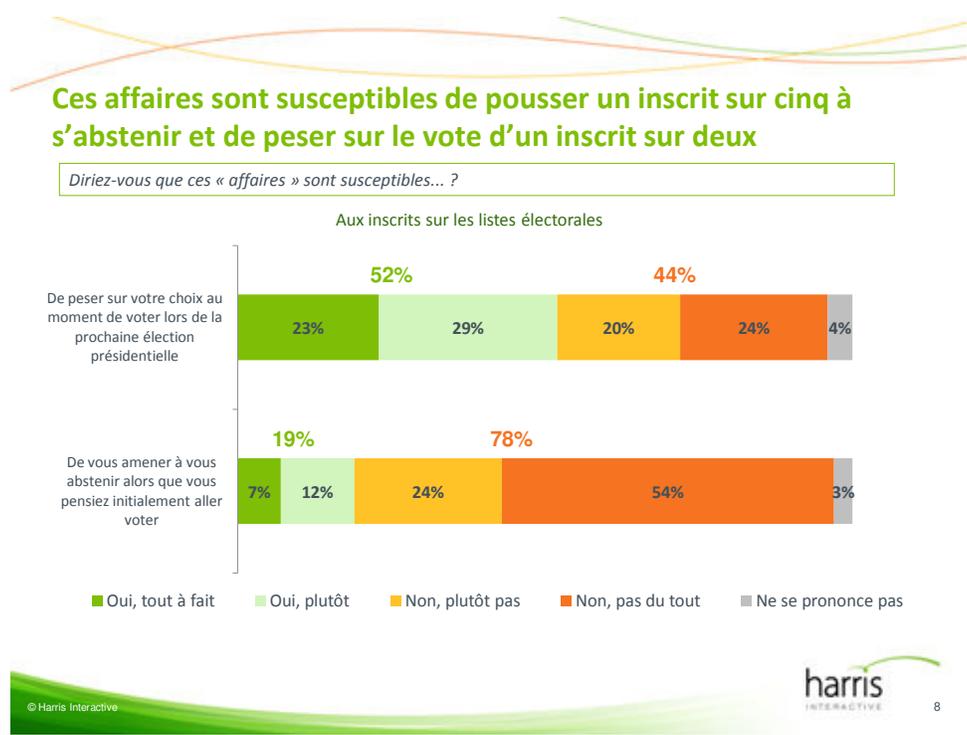
Dans le détail :

Des « affaires » perçues comme le reflet du fonctionnement politique général, toutes formations politiques confondues

82% des Français estiment que les affaires judiciaires impliquant des personnalités politiques, que celles-ci appartiennent à la Majorité (affaire Bettencourt-Woerth, affaire Karachi-Takieddine...) ou à l'opposition (affaire DSK, affaire Guérini...), **reflètent ce qui se passe plus largement dans le monde politique**, tandis que seuls 15% considèrent qu'il s'agit là d'affaires isolées, conséquences d'agissements individuels. Toutes les catégories de population partagent majoritairement ce jugement, signe de la confiance durement ébranlée envers le monde politique. Notons cependant que **les sympathisants de l'UMP (31%) ainsi que les personnes âgées de 65 ans et plus (22%) sont un peu plus nombreuses que la moyenne à n'y voir que des affaires individuelles** tandis que les personnes de 35 à 49 ans mais aussi les sympathisants de Gauche et les sympathisants du Front National estiment davantage que ces « affaires » révélées ne constituent que la partie émergée de l'iceberg (respectivement 85%, 87% et 89%).

En outre, près des trois-quarts des Français pensent que ces « affaires » sont susceptibles de toucher toutes les formations politiques, quelles qu'elles soient (74%) alors que 22% pensent que certaines sont plus concernées que d'autres. C'est ainsi toute la « classe politique » qui est mise en doute par les citoyens à la suite de ces affaires. Les plus susceptibles de considérer que tous les partis politiques peuvent être concernés sont les sympathisants de Droite (87%) et les personnes sans préférence partisane (84%) alors que les sympathisants de Gauche sont plus nombreux que la moyenne à penser que les affaires sont susceptibles de plus toucher certaines formations politiques que d'autres (36%).

Ces « affaires » pourraient amener un inscrit sur cinq à s'abstenir lors de la prochaine élection présidentielle et peser sur le choix d'un votant sur deux



On le voit, les récentes « affaires » accentuent la méfiance des Français envers leurs dirigeants politiques. Dans ce contexte, **près d'un inscrit sur les listes électorales sur cinq (19%) déclare que ces affaires sont susceptibles de l'amener à s'abstenir lors de la future élection présidentielle alors qu'il pensait initialement aller voter.** C'est davantage les cas des 35-49 ans (24%), des catégories populaires (26%), des personnes ne déclarant aucune préférence partisane (26%) ainsi que des personnes qui pensent que les affaires reflètent ce qui se passe plus largement dans le monde politique (21%).

Non seulement les affaires pourraient, selon les dires des Français, avoir un impact sur le taux de participation à l'élection présidentielle, mais elles pourraient également influencer sur le choix des votants. Ainsi, **plus d'un répondant sur deux (52%) déclare que les affaires sont susceptibles de peser sur son choix au moment du vote**, dont 23% tout à fait. Les jeunes de 18 à 24 ans (61%), les catégories populaires (56%), les sympathisants de Gauche (58%) ou du MoDem (71%) ainsi que les personnes sans préférence partisane (59%) sont plus nombreuses à anticiper un impact sur leur décision.

Si l'élection présidentielle ne se déroule que dans sept mois, le climat de défiance envers le politique, renforcé par la médiatisation de plusieurs affaires, conduit aujourd'hui les Français à réinterroger leur choix, et voire même pour une partie d'entre eux, leur participation à la future élection présidentielle.

Le Front National, principal bénéficiaire de ce climat des « affaires » selon les Français

Invités à se positionner en tant qu'experts, les Français indiquent que, selon eux, le climat des « affaires » devrait surtout profiter électoralement au Front National dans le cadre de la prochaine élection (48%). Ce chiffre ne traduit non pas l'impact des affaires sur le comportement individuel de chacun des interviewés dans le cadre de l'élection présidentielle, mais davantage la perception d'un climat général qui bénéficierait d'après les Français avant tout à l'extrême-Droite. A travers cette réponse, les Français indiquent qu'ils jugent que ce climat pourrait déboucher sur un vote protestataire et, par conséquent, sur un score élevé de Marine Le Pen. Notons que 91% des sympathisants du Front National pensent que leur parti sera le plus susceptible de profiter électoralement des conséquences des « affaires ».

Bien qu'une majorité de Français estime que toutes les formations politiques peuvent être concernées par les « affaires », **la Gauche serait, dans une moindre mesure, l'autre bénéficiaire de ce climat.** 20% des Français jugent en effet qu'il pourrait profiter au Parti Socialiste et 10% à Europe Ecologie – Les Verts. En revanche, les partis de la Gauche de la Gauche sont moins cités. Le MoDem, représenté par François Bayrou, pourrait également tirer parti de ce climat selon 9% des répondants. Comme pour le Front National, on observe que les sympathisants de chacune des formations politiques anticipent avant tout un effet bénéfique pour leur propre parti : ainsi, 47% des sympathisants socialistes pensent que le Parti Socialiste pourra en profiter électoralement, 50% des sympathisants écologistes dressent ce constat pour leur parti, tout comme 64% des sympathisants du MoDem pour le parti de François Bayrou. En revanche, les sympathisants UMP sont plus nombreux à dire que ce climat est susceptible de profiter au FN qu'à leur propre parti (46% contre 33%).

Notons que 14% des répondants ne se prononcent pas, considérant sans doute que ce climat ne profitera à aucun parti ni aucun candidat.

